LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 octobre 2025

Pourquoi aucun parti et syndicat n'appelle-t-il pas les travailleurs et les jeunes à la grève générale, à se mobiliser pour chasser Macron et renverser les institutions de la Ve République ? Devinez ?

J-C – Je crois qu'il y a une dimension politique qui n'apparaît nulle part dans les analyses ou commentaires des uns et des autres.

C'est que pour l'essentiel ou l'immense majorité d'entre eux, les dirigeants des partis institutionnels et les élus sont des affairistes. Ils considèrent que leur mandat doit avant toute chose servir à améliorer leur statut social, voire atteindre un statut social supérieur et s'enrichir au passage, sinon à quoi bon.

Autrement dit, ils n'ont strictement rien à foutre du reste, sauf si possible veiller à rester en place le plus longtemps possible ou sinon à se recycler dans les affaires, se « recaser » dans un conseil d'administration ou obtenir un poste élevé dans une grande entreprise publique ou privée à la fin de leur mandat. Ils sont prêts à accepter n'importe quelle compromission, à voter n'importe quoi, du moment que cela va dans le sens de leurs intérêts individuels, c'est le seul principe qu'ils respectent, qui situe le degré misérable et détestable de leur morale.

Vous aurez compris, que s'adresser à eux ou en attendre quoi que ce soit, serait se faire une grave ou une fatale illusion, ce qui n'est pas et n'a jamais été mon cas, je tiens à le préciser, mes lecteurs en sont témoins depuis août 2008, date à laquelle j'ai commencé ces causeries.

Réactions politiques et revue de presse internationale à chaud.

La réalité est que les institutions sont à bout de souffle. Ces gouvernants n'arrivent plus à gouverner. Les institutions n'arrivent plus à fonctionner. Le grand corps malade qu'est la France ne répond plus à aucun traitement.

Après la démission expresse de son Premier ministre, Emmanuel Macron se retrouve sans majorité, sans gouvernement stable et sans option politique claire. Dans un pays au bord de la rupture, les appels à la dissolution ou à sa démission se multiplient. RT 6 octobre 2025

Lundi 6 octobre à 9h51. « *Monsieur Sébastien Lecornu a remis la démission de son Gouvernement au Président de la République, qui l'a acceptée* », annonce le service de presse de l'Élysée dans un communiqué.

Nommé le 10 septembre et démissionnaire ce 6 octobre, Sébastien Lecornu n'a passé que 27 jours comme Premier ministre. Pire, il a quitté ses fonctions avant même de faire sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée. Du jamais vu.

Sa démission n'est pas sans conséquence. Car après avoir battu le record du Premier ministre resté le plus longtemps sans gouvernement - 26 jours - Sébastien Lecornu est devenu celui au gouvernement resté le moins longtemps en poste de toute l'histoire de la République française. Avant lui, le record était détenu par Frédéric François-Marsal, nommé président du Conseil le 10 juin 1923 sous la IIIe République et renversé le lendemain par la Chambre des députés.

Nommés dimanche soir aux alentours de 19h40, les nouveaux ministres ne sont restés que 13 heures en poste.

Sébastien Lecornu a dit à Emmanuel Macron qu'il ne souhaitait pas être renommé Premier ministre - BFMTV 6 octobre 2025

Que cela ne tienne...

Emmanuel Macron laisse deux jours à Sébastien Lecornu pour tenter de refaire un gouvernement - Le HuffPost 6 octobre 2025

De son côté, Emmanuel Macron a lui assuré qu'il "*prendra ses responsabilités*" en cas d'échec de ces discussions, selon son entourage. Dissolution, nomination d'un autre Premier ministre... Toutes les options restent visiblement sur la table. BFMTV 6 octobre 2025

Bruno Le Maire, l'étincelle qui a mis le feu au gouvernement Lecornu - Le HuffPost 6 octobre 2025

En cause notamment : la reconduction de douze ministres du précédent gouvernement, une primauté donnée au groupe Renaissance, mais aussi le retour de personnalités qui n'ont pas fait l'unanimité, comme Bruno Le Maire au ministère des Armées et des Anciens combattants. Et parmi les réactions, l'une d'elles aurait été décisive dans la décision de Sébastien Lecornu de démissionner.

En effet, c'est la réaction de Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur pourtant reconduit dans le gouvernement de Sébastien Lecornu, qui a le plus vivement réagi. "*La composition du Gouvernement ne reflète pas la rupture promise*", a ainsi déploré le chef de file LR, qui a annoncé dans la foulée son intention de convoquer, dès le lendemain matin, "*le comité stratégique des Républicains*". Il n'en aura finalement pas eu le temps, puisque le Premier ministre a rapidement décidé de donner sa démission. "*C'est fini. Avec ce que vient de faire Retailleau, je ne peux pas rester*", aurait ainsi déclaré Sébastien Lecornu à ses interlocuteurs, rapportent nos confrères du *Parisien*.

La réapparition de l'ancien locataire de Bercy a été la goutte de trop pour Les Républicains, déjà divisés sur leur participation. Le navire a coulé avant qu'ils officialisent leur départ mais ils ne sont pas pour rien dans son sabordage.

La nomination de Bruno Le Maire aux Armées est restée secrète jusque dans les toutes dernières minutes. Bruno Retailleau reçu pendant « *une heure et demie* » selon ses dires à Matignon juste

avant l'officialisation n'en a rien su. « *Choix du président de la République* », lui répond, selon RMC, Sébastien Lecornu, quand le ministre reconduit à l'Intérieur l'interroge sur le nom manquant de la liste gouvernementale. Quelques instants plus tard, alors que le secrétaire général de l'Élysée Emmanuel Moulin égrène la liste des ministres, le président de LR s'étrangle. Sébastien Lecornu « *m'a caché qu'il y aurait la nomination de Bruno Le Maire* », accuse-t-il ce 6 octobre au 13h de TF1.

Mais, assure-t-il, ce n'est pas tant la « personne » de Bruno Le Maire qui pose problème que son bilan à Bercy. « *Je ne connais pas sa vraie responsabilité dans les plus de 1000 milliards d'euros de dette mais il y est associé, il le symbolise* », lâche le patron de la droite.

Sur TF1, Bruno Retailleau assure ne « *pas du tout* » se sentir responsable de la démission du Premier ministre. Pourtant, c'est bien sa désolidarisation publique sur X après l'annonce du gouvernement qui a poussé le Premier ministre à jeter l'éponge avant même sa déclaration de politique générale, rapporte *Le Parisien*. « *C'est fini. Avec ce que vient de faire Retailleau, je ne peux pas rester* », aurait-il confié à son entourage dimanche soir.

En famille. Le PS prêt à monter en première ligne pour sauver le soldat Macron et les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Le NFP est prêt à gouverner avec Macron, mais pas avec LFI pas assez à droite, et pourtant !

- « *Ce qu'il faut faire aujourd'hui en France, c'est partager le pouvoir. Dans l'exécutif, mais aussi avec nos collectivités locales, avec les partenaires sociaux. Je crois que c'est ce qui est attendu* », a déclaré Gabriel Attal, lundi 6 octobre sur le plateau du 20 Heures de TF1.

Message entendu 5/5 !

- Démission de Sébastien Lecornu: Olivier Faure assure que le PS répondra "*positivement*" si "*nous étions appelés à Matignon*" - BFMTV 7 octobre 2025

Le PS n'appelle "*ni à la dissolution, ni au départ du chef de l'État*", a déclaré le secrétaire général du parti, Pierre Jovet.

A gauche, ils sont plus optimistes sur leur chance d'accéder maintenant à Matignon sans passer par la case dissolution. « *Si on veut trouver la stabilité il faut une alternance, donc une cohabitation* », a déclaré le porte-parole du PS Arthur Delaporte en demandant à Emmanuel Macron d'appeler la gauche à gouverner.

Ils s'engagent à trouver des "*compromis*" avec Macron et les représentants du capitalisme, autrement dit à gouverner en défendant les intérêts des capitalistes ou en continuant d'appliquer la même politique antisociale et impérialiste.

- À l'issue du bureau politique du PS, son secrétaire général Pierre Jovet appelle à la « *nomination d'un Premier ministre issu de la gauche et des Écologistes* ». Il s'agirait d'un Premier ministre « *ouvert au compromis* » qui s'engagerait à « *ne pas utiliser le 49.3* ».

(Or, comme le NFP ne détient pas la majorité à l'Assemblée nationale, il devrait s'appuyer sur Renaissance et LR pour gouverner, autrement dit, ils doivent appliquer une politique compatible avec les programmes politiques de Renaissance et LR qui sont entièrement tournés contre les intérêts des travailleurs, ce qui manifestement ne pose pas de problème aux dirigeants du NFP. J-C)

Dans un communiqué sur X, le secrétaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel estime que « *Le président de la République doit nommer enfin un premier ministre et un gouvernement de gauche qui mettront le plus rapidement possible à l'ordre du jour du Parlement des mesures d'urgence.* »

Marine Tondelier sur BFMTV : « *On envisage de pouvoir gouverner.* ». **(Avec Macron, non mais il faut le préciser. – J-C)**

Marine Tondelier a affirmé que la réunion des partis de gauche proposée par La France insoumise "n'aura pas lieu" ce lundi.

La réunion proposée lundi par La France insoumise et Jean-Luc Mélenchon aux autres partis de gauche après la démission choc de Sébastien Lecornu « n'aura pas lieu », a estimé la patronne des Ecologistes Marine Tondelier sur BFMTV. « *Ça paraît assez évident que le Parti socialiste (...) ne va pas accourir chez La France insoumise comme si de rien n'était. Ce qui a été dit et fait ces derniers temps laisse des traces* », a déclaré Marine Tondelier en référence aux relations tendues entre les Insoumis et les socialistes.

Si le Parti socialiste n'a pas indiqué officiellement s'il répondrait favorablement à l'invitation de La France insoumise, le porte-parole du parti Arthur Delaporte a affirmé sur BFMTV que "ce n'est pas à Jean-Luc Mélenchon de (les) convoquer". "Aujourd'hui s'il s'agit de constituer un gouvernement de gauche, la présence de LFI fera qu'il sera censuré immédiatement", a-t-il également déclaré.

Quel aveu ! Cela signifie clairement qu'ils n'abrogeraient aucune loi ou mesure antisociale adoptée depuis 2017 ou antérieurement par les prédécesseurs de Macron, et qu'ils n'adopteraient aucune réforme sociale à caractère collectif ou de fond qui n'obtiendrait pas l'aval du Medef ou du CAC40.

« *Il ne reste aujourd'hui que le départ du président de la République, que ce soit par une démission ou une destitution,* » estime le coordinateur de La France insoumise Manuel Bompard, à l'occasion d'un point presse de son parti.

Au lieu d'être une aubaine ou une chance, c'est un "risque", une menace qui plane sur le régime et que la CGT regrette.

- La CGT dans un communiqué transmis lundi à l'AFP. Emmanuel Macron « *prend le risque de transformer une crise sociale et démocratique en crise de régime.* ».

Source : AFP, RFI BFMTV, Le HuffPost 6 et 7 octobre 2025

Comment réagit la presse internationale à la démission de Sébastien Lecornu ? - BFMTV 6 octobre 2025

À l'international, la presse étrangère s'intéresse de près à ce nouveau chapitre de la crise politique française. Alors que l'Allemagne affirme que l'Europe a besoin d'une "*France stable*", la chaîne d'information Welt, diffusée outre-Rhin, parle d'un "*séisme politique*" pour évoquer le départ de Sébastien Lecornu, rappelant que l'Hexagone est "*le pays le plus endetté de l'Union européenne*". Pour le Süddeutsche Zeitung, "*la France vit des temps historiques, des temps qui, jusqu'à récemment, n'auraient pas pu être imaginés*".

En Belgique voisine, Le Soir voit cette démission comme un "*bouleversement de la vie politique française*", qui "*nage dans l'inconnu*". L'Avenir, de son côté, met en avant la très courte longévité du Premier ministre sortant. "*C'est inédit sous la Ve République*", rappelle le journal belge. Et de poursuivre : "*Cette nouvelle crise politique marque une étape supplémentaire dans la déstabilisation du second quinquennat d'Emmanuel Macron*". Pour RTBF, la France "*plonge dans une crise politique sans précédent depuis plusieurs décennies, et place Emmanuel Macron en première ligne*".

En Grande-Bretagne. The Times ne mâche pas ses mots. "*Le président Macron est un canard boiteux à court d'options*", écrit le quotidien. "*La France est confrontée à une crise de la démocratie qui n'a pas été vue depuis Charles de Gaulle*", poursuit-il.

En Espagne, où La Razón évoque "*un nouveau vide politique dans un contexte d'impasse parlementaire et de pressions sociales et économiques croissantes*". Pour le journal, de nouvelles législatives "*pourraient redéfinir l'équilibre politique du pays*". La Vanguardia considère de son côté que la démission de l'ancien ministre des Armées "*montre la gravité de la crise politique française, l'impuissance de Macron à la gérer et l'absence flagrante de responsabilité des partis*". Le quotidien espagnol va même jusqu'à écrire que cette "*nouvelle met en exergue l'ingouvernabilité de la France*".

En Italie. "*C'est une situation sans précédent, une phase pleine d'inconnues s'ouvre*", commente le Corriere della Sera, pour qui "*la France est dans le chaos*". La Repubblica va encore plus loin et imagine Emmanuel Macron quitter son poste. "*L'hypothèse d'un adieu à l'Élysée*", titre le quotidien italien.

Les États-Unis ont aussi eu écho de la nouvelle. CNN se montre assez critique vis-à-vis d'un Macron "*à bout de souffle*" et d'un "*pays qui semble épuisé et de plus en plus fatigué de lui*".
BFMTV 6 octobre 2025

RT n'est pas plus digne de confiance qu'un autre média.

J'ignore si RT serait à la solde du Kremlin, en tout cas, contrairement à ce que certains affirment, ce média n'a rien de socialiste ou de communiste, la preuve, il ne cesse de les déformer ou de les présenter sous un jour abominable ou totalitaire.

RT recourt régulièrement au populisme le plus grossier, ou il ne rechigne pas à prendre pour référence ou experts des acteurs ou personnalités d'extrême droite, passages que je censure systématiquement parce que je ne fais pas la promotion de l'extrême droite. Ce genre de procédé me répugne au plus haut point.

Si je mets en ligne des extraits d'articles de RT, c'est parce qu'ils sont mieux foutus pour réaliser des copier/coller ou reproduire l'essentiel des infos que les médias mainstream français. Quand des analyses me semblent intéressantes et pas trop marquées idéologiquement, contribuent à la réflexion, je les propose aux lecteurs.

RT - (A propos de la Suisse) Pour bien comprendre, il faut savoir que l'assurance maladie est privée et obligatoire. C'est-à-dire que chaque citoyen est tenu de s'assurer. Voilà encore une belle idée socialiste. Le citoyen est contraint et ça lui coûte une fortune car non seulement l'affaire est coûteuse, mais encore elle augmente considérablement chaque année. C'est vraiment le modèle socialiste par excellence : c'est cher, c'est inefficace, et c'est toujours la classe moyenne qui paie car pour le résident fortuné, le coût est indolore. Le citoyen sans ressource est, quant à lui, pris en charge. Le citoyen entre deux eaux subit. (En Suisse, se soigner devient un luxe national - RT 5 oct. 2025)

Monsieur Meyssan dans le rôle assumé de porte-parole de Trump.

Les straussiens prennent le contrôle des Nations Unies et de l'OTAN par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 octobre 2025

Dans cet article il y a évidemment des vérités ou des infos intéressantes, mais aussi des contrevérités ou une propagande à peine camouflée au profit de Trump (et l'administration américaine), sans rire, le pacifiste, le faiseur de paix, le bienfaiteur des Palestiniens, il y en a qui ose tout, on est ou on n'est pas anti-impérialiste, n'est-ce pas monsieur Meyssan ?

Le ministère de la Guerre américain disposant d'un budget de 1 000 milliards de dollars, l'armement des régimes nazis ukrainien et sioniste pour poursuivre les guerres en Ukraine et en Palestine occupée ou massacrer le peuple palestinien, ce n'est pas le fait de Trump ou il n'y est pour rien le brave homme, qui n'a pas entendu ses vociférations guerrières, ses menaces de mort, pour un peu il mériterait le Nobel de la Paix selon Meyssan ! Quel naufrage politique, éthique ou moral !

Deux extraits.

1- *"Depuis près d'un an, le président Donald Trump remet de l'ordre aux États-Unis. Il a rétabli les principes d'égalité devant la loi et de promotion au mérite au détriment de ceux de diversité, équité et inclusion (DEI). Il a sabré dans les budgets fédéraux tout ce qui correspondait aux dépenses impériales et a tenté de rétablir la fonction première des armées, la défense de la patrie.*

Simultanément, nous voyons tous comment il ne parvient pas à conclure les paix qu'il espérait en Ukraine et en Palestine. »

J-C - Je crois que cela se passe de commentaire, n'est-ce pas ?

2- *"Nous devons comprendre ce qui se passe aujourd'hui : l'ennemi n'est plus l'Oncle Sam, ce sont toujours les straussiens".*

J-C - Vive Trump, Maga et les États-Unis !

<https://www.voltairenet.org/article222920.html>

Tribune libre de la lutte des classes.

«Plan de paix» ou «Plan de guerre pour finir le travail génocidaire»? Par Normand Bibeau et Robert Bibeau - les7duquebec.net 3 octobre 2025

Donald Trump et son ami le criminel de guerre Netanyahu ont récemment présenté le plan de guerre américano-israélien pour finir le travail de génocide à Gaza et de nettoyage ethnique en Cisjordanie. Une proposition de reddition sans conditions de la résistance palestinienne résiliente que les médias mainstream ont l'outrecuidance d'appeler «*Le plan de paix de Trump*»

<https://les7duquebec.net/archives/302029>

J-C – Très bon article et rappel, à une exception près. Il est écrit :

- *"Attention, ne vous y trompez pas, cela fut rendu possible à ce petit camp de concentration militaire (environ 9 millions de ségrégationnistes vivant sous apartheid) grâce au soutien inconditionnel du commandant en chef impérialiste américain et de ses vassaux."*

J-C - Il manque le soutien de l'URSS de Staline, qui le 29 novembre 1947 adopta la résolution 181 lors de l'Assemblée générale des Nations unies signifiant la partition liquidation de la Palestine.

S'agissant de la France qui adopta également la résolution 181 (lire plus loin), elle était présidée par Vincent Auriol (SFIO), le premier président de la IV^e République, le gouvernement était dirigé par Robert Schuman (MRP) depuis le 24 novembre 1947 et composé de ministre de la SFIO (socialistes), du MRP (chrétiens-démocrates) et des radicaux.

Autre précision.

L'élection présidentielle française de 1947, qui fut la première élection présidentielle sous la Quatrième République, eut lieu le 16 janvier et fut remportée par Vincent Auriol (SFIO) au premier tour. Le PCF qui avait envisagé dans un premier temps de présenter la candidature de Marcel Cachin, puis, estimant que celle-ci reléguerait le candidat socialiste au troisième rang (ouvrant dès lors la possibilité à des manœuvres gaullistes), se rallia à Vincent Auriol, président de l'Assemblée nationale. Bref, suite ou les derniers soubresauts du Front populaire... (Source : Wikipédia)

Donc, parmi les "vassaux" de l'impérialiste américain, il fallait inclure l'URSS et la France, nos amis québécois ne nous en voudrons pas pour cette précision, elle est importante, parce que cela signifiait que les Palestiniens ne pouvaient pas compter sur le soutien de ce qu'on a appelé longtemps à tort la gauche.

Vous ne trouvez pas qu'il serait enfin temps de faire preuve d'honnêteté et de remettre les choses à leurs places, ou de faire l'inventaire de la lutte de classe au cours du XX^e siècle à nos jours ? On ne pourra jamais reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases saines, si on refuse d'admettre les faits ou qu'on a parfois cédé à l'opportunisme, qu'on s'est fourvoyé durant de longues années. Certes, c'est douloureux à admettre, mais cela l'est davantage de persister dans le mensonge ou l'hypocrisie, car cela interdit toute issue politique dans l'avenir. A chacun de voir ce qu'il privilégie, ses idées avec lesquelles se confondent ses intérêts individuels, ou notre cause collective incompatible avec la fourberie et le mensonge.

L'IA de Google pris en flagrant délit d'information frauduleuse.

IA de Google - Non, la France n'a pas voté pour la résolution 181 de l'ONU en 1947 ; elle s'est abstenue lors du vote au Conseil de sécurité, car les rapports de l'ONU

<https://www.un.org/unispal/fr/histoire-de-la-question-de-palestine/>://

www.youtube.com/watch?v=vj9TJeJQIN0 [Link] sur les informations de 1947 indiquent que la France s'est abstenue ou qu'elle hésitait fortement à voter pour le plan de partage. En fait, c'est l'Assemblée Générale qui a adopté la résolution avec 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions.

Réponse à la même question par ChatGPT :

- Oui, la France a voté en faveur de la résolution 181 de l'ONU en 1947.

Les faits.

- Le 23 septembre 1947, l'Assemblée générale confia la question du partage de la Palestine à sa commission ad hoc. Une autre sous-commission devait étudier la proposition d'établir un État unitaire en Palestine, dont la Constitution démocratique garantirait les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous ses citoyens, sans distinction de race, de langue ou de religion. Les deux rapports furent soumis et, après de longues discussions, les délégations américaine et soviétique exercèrent une forte pression pour que la résolution de partage de la Palestine soit adoptée.

C'est le 25 novembre 1947 que le monde a pris connaissance pour la première fois du projet final de la résolution de partage : la résolution 181. L'Assemblée générale a refusé une résolution visant à soumettre la question palestinienne à la Cour internationale de Justice pour déterminer si l'ONU avait la compétence de recommander le partage de la Palestine ou de tout autre pays.

Pour qu'un projet de résolution devienne officiel, les procédures de l'ONU exigeaient une majorité des deux tiers de son comité ad hoc. Comme il manquait deux voix pour obtenir une telle majorité, le projet fut soumis à l'Assemblée générale. Les délégations sioniste et arabe se retrouvèrent alors engagées dans une course contre la montre. D'autres délégués, initialement favorables aux propositions de partage, mais qui semblaient désormais hésiter, furent soumis à des pressions et guidés par la Maison Blanche afin d'obtenir une issue favorable. Un lobbying concerté et remarquable du lobby sioniste permit, au dernier moment, de rallier ces huit votes hésitants et douteux au lobby du partage. La puissance du lobby judéo-sioniste à Washington n'aurait pas dû surprendre la communauté internationale.

Les politiciens sionistes n'ont pas perdu de temps à recruter et à faire pression sur les délégués hésitants. Parallèlement, les dirigeants sionistes du monde entier ont déployé des efforts intensifs pour obtenir des votes cruciaux : la France a modifié sa position, passant de l'abstention au soutien de la résolution ; le Libéria, grâce à ses promesses économiques, a offert son soutien ; le lobbying direct du président Truman et des sénateurs et membres du Congrès pro-sionistes a permis d'obtenir les voix de 12 des 20 pays d'Amérique latine. (...)

Il ne faut pas oublier que le président de l'Assemblée générale pour cette session était Oswaldo Aranha, connu pour avoir exercé un lobbying aussi acharné que les sionistes afin d'influencer le vote en faveur de l'acceptation. Il a même reporté la session de vote de trois jours pour garantir l'adoption.

Le samedi 29 novembre 1947 au matin, contre la volonté du peuple palestinien, l'Assemblée générale de New York vota le partage de la Palestine et adopta la résolution 181. (...)

Le vote par appel nominal s'est déroulé comme suit :

Pour la Résolution (33) - Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, République dominicaine, Équateur, France, Guatemala, Haïti, Islande, Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Suède, Ukraine, Afrique du Sud, Uruguay, Union soviétique, États-Unis, Venezuela, Russie blanche.

Contre (13) - Afghanistan, Cuba, Égypte, Grèce, Inde, Iran, Irak, Liban, Pakistan, Arabie saoudite, Syrie, Turquie, Yémen.

Abstentions (10) - Argentine, Chili, Chine, Colombie, El Salvador, Éthiopie, Honduras, Mexique, Royaume-Uni, Yougoslavie.

Voir les documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième session, supplément n° 11, volumes I à IV

Source : Résolution 181 : La résolution de partage du 29 novembre 1947 : <https://www-1948-org-uk.translate.goog/un-resolution-181? x tr sl=en& x tr tl=fr& x tr hl=fr& x tr pto=rq>

Lu.

Tel maître, tel chien. Quand Macron devient un pirate à l'instar de Trump.

Le pétrolier «*Boracay*», selon les informations diffusées, est un pétrolier, battant pavillon béninois, transportant du pétrole russe à destination de l'Inde. Le capitaine du navire et son second étant des citoyens de la République populaire de Chine. Au-delà de la coopération économique internationale sans intrusion occidentale, ledit navire et son équipage resteront désormais les symboles non seulement de l'illégalité des actions de la minorité planétaire occidentale, mais également que chaque action illégale qui émane de l'Occident peut trouver une réponse adaptée.

Une nouvelle opération de communication de la part du président Macron qui avec ses camarades otaniens aime jouer à se faire peur. «*Il n'y a plus que ça ! Ils sont tous sûrs, mais ils n'ont aucune preuve*», dit le colonel EMG Boris Chollet, ancien des Renseignements militaires suisses.

En arraisonnant ce pétrolier dans les eaux internationales sans avoir un dossier d'investigation et de preuves plus costaud, l'État français se livre assurément à un acte de piraterie.

Et qu'en est-il de l'usage du pavillon de complaisance ou de nécessité comme aiment à l'appeler les maltais ?

C'est devenu la règle ! Plus de 80% du fret maritime y recourt, selon Guillaume Travers, économiste et spécialiste reconnu.

Les drapeaux du Bénin, du Libéria, du Gabon, de la Mongolie, des Îles Marchal pour ne mentionner que ceux-là sont utilisés. Pour des questions de fiscalité, en premier lieu. Et ensuite d'une réglementation générale plus souple voire totalement laxiste. Tant en matière de normes écologiques qu'en matière de conditions sociales pour les employés. C'est ce qui permet, par exemple, à la France de livrer des armes à Israël plus ou moins discrètement. Ou au géant français CMA CGM, troisième groupe de transport maritime mondial, de salarier ses marins philippins 3,25 euros l'heure pour des semaines de travail de soixante-cinq heures. On estime que ce groupe qui possède quelques 500 navires n'en a domicilié fiscalement que 5% dans l'Hexagone. On imagine assez bien dans quel abysse saute pieds joints le président Macron si il voit le péril russe derrière chaque pavillon de complaisance.

On nous a donc expliqué pendant une semaine qu'il s'agissait d'un navire «fantôme» russe. In fine, il s'avère que tout était en ordre puisque deux jours après son arraisonnement, le Boracay reprenait paisiblement sa route vers l'Inde avec ses 100 000 tonnes de brut! Ah bon ! Rien de fantomatique dans cette affaire puisque le navire possédait un commandant de bord et un second, les deux de nationalité chinoise, ainsi qu'un équipage composé de 24 personnes ! Il battait pavillon béninois et semble être en règle puisqu'il a été autorisé à reprendre la mer !

L'arraisonnement du Boracay n'a entraîné ni saisie de cargaison ni révélation de réseaux occultes, mais seulement un court retard dans la traversée et une large couverture médiatique.

Le magazine britannique Spectator rappelle également que vendre du pétrole russe n'est pas illégal : la seule contrainte repose sur un plafond de prix fixé 15 % en dessous du marché. Mais ce mécanisme est facilement contourné. Résultat : alors que Bruxelles proclame sa fermeté, les importations de gaz naturel liquéfié russe en Europe ont bondi de 25 % en un an et le pétrole transporté par des navires comme le Boracay finit souvent dans les raffineries indiennes, dont les produits repartent ensuite vers l'Europe.

L'hebdomadaire cite aussi l'exemple de Lukoil, qui continue d'exploiter ses raffineries en Roumanie, aux Pays-Bas et en Bulgarie, en toute conformité juridique. L'auteur de l'article note que la dépendance des carburants russes reste réelle : le gaz transite toujours par l'Ukraine et la Turquie, et les stations-service européennes sont quotidiennement alimentées en carburants issus, directement ou indirectement, du brut russe. Ce décalage entre le discours politique et la réalité économique explique, selon l'hebdomadaire, pourquoi l'épisode du Boracay est perçu outre-Manche comme une démonstration plus théâtrale que stratégique.

Lu.

Selon Deutsche Welle, le 3 octobre, la police de Francfort-sur-le-Main a arrêté un «*amateur de pilotage*» croate qui avait décidé de tester un drone civil en le faisant voler au-dessus de l'aéroport. Il risque désormais une amende de plus de 10 000 €, bien que les autorités aient confirmé qu'il n'a aucun lien avec la Russie.

La veille, en Norvège, trois citoyens allemands ont été arrêtés pour avoir fait voler un drone au-dessus de l'aéroport de Røssvoll. Dans un autre cas, un citoyen chinois a été arrêté et expulsé après avoir piloté un drone près de l'aéroport de Svolvær, rapporte Bild.

Aucun de ces incidents n'est lié à Moscou pour l'instant – mais l'hystérie médiatique autour des «*drones russes*» continue, et aujourd'hui, le ministre allemand de la Défense Pistorius a de nouveau accusé la Russie concernant les drones au-dessus des aéroports.

Lu.

L'USAID, la NED/CIA et l'Open Society Fondation très actives au Népal, Indonésie, Philippines, Madagascar, Maroc...

Ceux qui se sont accrochés à l'illusion d'un «*retrait*» des États-Unis d'Asie ont tenté de présenter ces récentes agitations à travers l'Asie comme «*organiques*» et «*spontanées*», malgré les nombreuses preuves montrant que des organisations financées par le NED américain ont mené et encouragé les manifestations et qu'un gouvernement intérimaire est en train de se former au Népal, dont la moitié des huit ministres nommés à la mi-septembre sont issus de fronts financés par le NED américain – dont beaucoup ont en fait été fondés ou dirigés par ces ministres intérimaires.

Parmi ces ministres figurent notamment Om Prakash Aryal, nommé ministre de l'Intérieur, qui a été membre défenseur de l'USAID, du NED et de l'Institut pour la justice et les droits au Népal, financé par Open Society ; Jagadish Kharel, nommé ministre des Communications et des Technologies de l'information, qui a fondé l'organisation Media Help Line, financée par l'USAID ; Mahabir Pun, nommé ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, qui a dirigé le Centre national d'innovation, financé par l'USAID ; et Prasad Pariyar, nommé ministre de l'Agriculture, qui a dirigé l'USAID, le NED, la Fondation Asie, propriété de la CIA, et la Fondation Samata, financée par Open Society.

Le Dr Sangita Mishra, qui a été nommée ministre de la Santé, était auparavant directrice de l'hôpital maternel et gynécologique Paropakar, qui recevait régulièrement des fonds de l'USAID, et dont le nom a été mentionné par l'ambassade américaine lors des «*cérémonies de passation de pouvoir*». Si ce financement peut être considéré en soi comme potentiellement «*innocent*», la nomination à ses côtés de personnalités ouvertement soutenues par les États-Unis indique la formation d'un gouvernement intérimaire extrêmement pro-américain (et dépendant des États-Unis), en plus des organisations financées par les États-Unis qui ont promu et mené les manifestations elles-mêmes.

Aux Philippines, les manifestations ont été menées par Tindig Pilipinas, membre du Centre international pour l'innovation, la transformation et l'excellence en matière de gouvernance (INCITEGov) financé par le NED américain, et promues par le média Rappler, également financé par le NED américain, fondé et dirigé par Maria Ressa, qui dispose littéralement de sa propre page web sur le site officiel du NED.

Alors que le gouvernement actuel des Philippines s'est montré très servile envers Washington au détriment des Philippines elles-mêmes, les troubles pourraient servir soit à éliminer toute force politique indépendante qui n'est pas encore subordonnée aux États-Unis, soit à contraindre le gouvernement actuel, qui a hésité à satisfaire les exigences de plus en plus dangereuses de Washington en matière de confrontation avec la Chine.

Santé.

Le 10e congrès de l'AIMSIB a été un succès et un moment mémorable par Eric MENAT 4 octobre 2025

Pour notre 10e congrès, nous nous sommes retrouvés à Paris dans la superbe salle de l'Espace Saint-Martin et nous ne chercherons pas à être faussement modestes : ce fut un évènement qui restera dans les mémoires !

Avant tout nous remercions les 250 personnes qui étaient présentes à Paris, ainsi que les presque 200 personnes qui nous ont suivis en streaming.

En tant que président, je veux également remercier toute l'équipe de l'AIMSIB qui s'est mobilisée pour la réussite de ce congrès.

Nous avons eu de très nombreux retours positifs et de très beaux messages de félicitations et cela nous touche beaucoup. Je vous rappelle que l'intégralité du Conseil d'Administration de l'AIMSIB est bénévole et votre satisfaction est notre plus belle récompense.

<https://www.aimsib.org/2025/10/05/le-10e-congres-de-laimsib-a-ete-un-succes-et-un-moment-memorabile/>

France.

Gouvernement Lecornu : Toujours plus à droite !

Gouvernement Lecornu : « Bras d'honneur aux Français » et « retour des ministres les plus honnis »... Le casting éreinté - 20minutes.fr 5 octobre 2025

J-C- Les travailleurs doivent se faire à l'idée, qu'ils vivent sous une dictature implacable qui ne craint plus de s'afficher ouvertement, puisqu'ils ne disposent d'aucun instrument politique puissant ou indépendant pour y résister ou pour s'y opposer efficacement, car ils demeurent divisés, désorganisés, et que toute mobilisation est contrôlée par des agents à la solde du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Il n'existe pas d'opposition organisée significative dans ce pays, aucun parti ouvrier qui ne soit pas corrompu ou qui n'ait pas trahi le socialisme. La résistance repose uniquement sur des militants qui se battent au côté de la classe ouvrière chaque fois qu'elle est agressée ou se mobilise, mais ces militants demeurent incapables de tirer profit des actions auxquelles ils participent, et les travailleurs d'en tirer des enseignements politiques, autrement dit, si dans notre camp on n'enregistre aucun progrès, ce n'est pas le cas de la réaction.

La réaction dispose désormais d'une gigantesque puissance financière. Elle la met au service de sa stratégie et elle entend appliquer à la lettre son programme, quitte à passer en force ou à procéder de manière répétitive à des abus de pouvoir, à des coups d'Etat, à violer tous les principes dont elle se réclamait jusque-là, sachant qu'elle ne risque rien ou que ses médias se chargent de la blanchir.

De l'extrême gauche à l'extrême droite, tous les acteurs politiques de cette comédie jouent le jeu, collaborent aux institutions d'une manière ou d'une autre. Il ne vous aura pas échappé que, quel que

soit le contexte politique depuis l'avènement de la Ve République, aucun n'a boycotté des élections présidentielles ou législatives, on appelle cela aussi réaliser un consensus. Tous participent à la stabilité du régime, alors, si vous espérez qu'il s'effondrera un jour, par miracle, dans l'état actuel des choses ou dans le sombre avenir tel qu'il se dessine, vous pourrez attendre longtemps.

J'ai proposé de construire un nouveau courant politique, indépendant du capitalisme et en opposition à cette orientation politique, en vain, apparemment cela n'intéresse personne ou c'est ma personne qui ne les indispose ou les deux à la fois.

Palestine occupée.

- Israël a poursuivi samedi ses frappes sur la bande de Gaza, où au moins 57 personnes ont été tuées dans la journée des frappes israéliennes, selon la Défense civile, opérant sous l'autorité du Hamas. AFP 5 octobre 2025

- Des manifestations en Europe contre la campagne israélienne dans la bande de Gaza - AFP 5 octobre 2025

- Maroc : une marée humaine dénonce les massacres à Gaza et la normalisation avec Israël - RT 6 oct. 2025

Des dizaines de milliers de Marocains ont défilé le 5 octobre dans la capitale pour exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien et rejeter la normalisation des relations entre le Maroc et Israël. Près de deux ans après le début de la guerre à Gaza, cette mobilisation témoigne d'un profond décalage avec la position officielle du royaume.

Nostalgie assumée du nazisme.

Eurovision : Friedrich Merz évoque un boycott de l'Allemagne si Israël est exclu du concours
- Euronews 7 octobre 2025

Lu.

Gideon Levy, éditorialiste au journal Haaretz, psychanalyse les gouvernements israéliens. Il définit la société israélienne

- Un «peuple élu», qui se présente toujours comme victime, tout en déshumanisant les autres.

1. La plupart des Israéliens, si ce n'est pas tous, croient qu'ils sont le peuple élu et donc qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent.

2. Il n'y a jamais eu dans l'histoire humaine un pays où, comme en Israël, l'occupant se présentait toujours comme une victime, et pas seulement une victime mais la seule victime. Cela permet aux israéliens le droit de se défendre puisqu'ils sont des victimes.

3. La déshumanisation systématique d'autres peuples, depuis les Amalécites, Cananéens, Philistins, Jébusiens ... jusqu'aux Palestiniens aujourd'hui. Si les Palestiniens ne sont pas vraiment humains, ils ne sont donc pas concernés par une violation des droits de l'homme !»

- Je constate à travers mes lectures de périodiques tels que : Le Point, L'Express, Le JDD, Valeurs Actuelles etc. ou l'écoute de personnes comme : Éric Zemmour, Sarah Knafo, Marion Maréchal Le Pen, Jordan Bardella, Éric Ciotti (...) quand ils s'expriment sur CNews, LCI, i24news, BFMTV etc. groupes Bouygues, Bolloré, Lagardère, Drahi (...) abordent rarement les massacres commis à Gaza dont le bilan vient de dépasser les 64 000 morts, dont plus de 20 000 enfants. Vous noterez aussi que certains intervenants à la télévision ne sont jamais interrogés sur ces «*détails*». La même chose est observée dans de nombreux pays européens ou USA, amis d'Israël. Israël Magazine fait de la publicité pour son abonnement : «26 ans de présence en Israël et 50 000 lecteurs fidèles».

- Vers l'an 1000 BC, les génocides commis par l'armée israélienne sont multiples dans l'Ancien Testament alors qu'ils sont absents dans le Nouveau Testament. Voir Genèse : 34 par exemple, les fils de Jacob, génocideront la tribu du Prince Cananéen Sichem et son père Hamor, jusqu'au livre d'Esther, vers 500 B. C. où après avoir remplacés la reine Vashti elle sera la cause du génocide de 75 000 habitants de l'ancien royaume de Perse. Cet événement est depuis célébré par la communauté sous le nom de la fête joyeuse du Purim.

La population juive est importante à Alexandrie au moment de la traduction de la Torah en grec. Cette œuvre fut réalisée par 70 érudits juifs vers 270 B. C. La population juive y était de l'ordre de 100 000 personnes. Il y a des juifs sur tout le pourtour de la Méditerranée. Dans le nouveau Testament on voit de nombreux apôtres venus pour s'expliquer dans les synagogues.

«*Imposture de l'histoire : L'État Palestinien 2ème partie*», Michel Koenig, Israel Magazine, Février 2024, n°279/280

Il passe à la présentation d'un livre : «*Voyage en Palestine*». Il s'agit d'une œuvre écrite en 1695 par Adriani Relandi, cartographe, géographe, philologue et professeur de philosophie hollandais. Relandi avait été envoyé en voyage d'études en Israël, en Palestine d'alors, pour un objectif bien spécifique : recenser plus de 2500 lieux (villes et villages) apparaissant dans le texte de la bible dans leur appellation originelle (...) Surtout, le constat établi par le géographe conclut à une présence dominante de juifs sur la région (!), quelques Chrétiens et très peu de Musulmans, dont la plupart étaient des Bédouins».

Hadriani Relandi ou Hadrian Reland (né le 17 juillet 1676 à De Rijp et mort le 5 février et le 7 février 1718 à Utrecht) est un savant et philologue des Provinces-unies du début du XVIIIe siècle. Il est également connu pour son étude de l'islam intitulée *La Religion des Mahométans* et ses travaux cartographiques, en particulier la Palestine d'après les vieilles cartes et les vieilles chartes géographiques.

Après avoir scanné l'intégralité de la version traduite trouvée sur Google ici, je peux vous dire que ses affirmations sont fausses. Hadriani Relandi (alias Adriaan Reland) n'a jamais visité la région palestinienne de sa vie (et n'a peut-être même jamais quitté son pays d'origine). Reland, un étudiant judicieux, a voyagé vers l'Est dans sa tête en Utrecht. Il a passé toute sa vie à Utrecht, loin de l'Orient. Cependant, grâce à ses talents et à sa personnalité, sa ville natale relativement isolée est devenue une plaque tournante pour l'échange d'informations sur l'Orient. En fait, au début du XVIIIe siècle, la population juive de Jérusalem ne serait plus que de 1000 habitants mais une

immigration continue la renforce quelque peu : un millier de juifs de Pologne menés par un disciple de Sabbataï Tsevi, Juda Hahassid, au tout début du XVIIIe siècle puis des Italiens puis des Marocains en 1741. Vers 1760, Jérusalem est une petite ville de 15 000 habitants au plus dont deux à trois mille juifs. Puis, dans le dernier quart du siècle, viennent des juifs ashkénazes, disciples du Baal Shem Tov et du Gaon de Vilna. Une partie notable de cette population étudie la Torah dans les yechivot, à l'époque séfarade, et vit donc de subsides venus de la diaspora.

Il déclare ensuite : «*En 1854, C'est Karl Marx, envoyé comme journaliste à Jérusalem qui note que la ville compte sur 55 000 habitants, 40 000 sont juifs, 10 000 chrétiens et 5000 musulmans*», alors que dans un tableau qu'il donne concernant la population juive de Jérusalem celle-ci varie de 7120 en 1844 à 12 000 en 1876.

Je pense que tous ces chiffres très discutables expliquent que la 3ème partie de cet auteur, annoncée : À suivre dans le prochain numéro, ne soit pas parue.

J-C - Effectivement, Marx n'a jamais mis les pieds à Jérusalem.

Netanyahou et la doctrine du Lebensraum ou «*espace vital*»

Lebensraum signifie «*espace vital*» en allemand. Il s'agit d'un concept géopolitique, popularisé par des géographes comme Friedrich Ratzel, qui postule qu'un peuple doit s'étendre territorialement pour se développer et assurer sa survie et sa prospérité, influençant ainsi la politique internationale et les relations de pouvoir.

Le géographe Friedrich Ratzel fut le premier à utiliser ce terme dans son ouvrage *Politische Geographie* (1897), décrivant comment «*la géographie physique influence les activités et le développement d'une société*». Le politologue Rudolf Kjellén inventa le terme «*géopolitique*» et fonda certaines de ses idées sur celles de Ratzel, affirmant que «*les forces géographiques influencent les relations de pouvoir*». L'idée de Lebensraum fut adoptée et détournée par le régime nazi qui l'utilisa pour justifier l'expansion territoriale de l'Allemagne en Europe de l'Est, estimant que cette expansion était nécessaire à la croissance et à la sécurité de la nation allemande. Suivant les traces du régime nazi, Netanyahou aurait décidé de mettre en place Eretz Israël, ou Grand Israël, dont les premières étapes seraient l'annexion de la bande de Gaza et de la Cisjordanie.

Pour lire la suite :

<https://www.observateur-continental.fr/?module=articles&action=view&id=7295>

Syrie.

La Syrie désigne le premier Parlement post-Assad lors d'un processus contesté - AFP 5 octobre 2025

La Syrie se dote dimanche de son premier Parlement de l'ère post-Assad dans un processus critiqué pour son manque de démocratie, le tiers des membres étant nommés par le président intérimaire Ahmad al-Chareh.

Deux provinces du nord-est de la Syrie, sous contrôle des Kurdes, ainsi que celle à majorité druze de Soueida, théâtre de récentes violences, sont exclues du processus. Trente-deux sièges, sur 210, resteront ainsi vacants à l'issue de cette consultation

Le futur Parlement dont le mandat, renouvelable, est de deux ans et demi, comptera 140 membres désignés par des comités locaux formés par la commission électorale nommée par M. Chareh, et 70 nommés par le président intérimaire.

Selon la commission électorale, 1.578 candidats, dont seulement 14% de femmes, devront être désignés par près de 6.000 personnes.

La consultation de dimanche est critiquée par des organisations de la société civile qui dénoncent une concentration excessive des pouvoirs entre les mains du président et un manque de représentativité des composantes ethniques et religieuses du pays.

Dans un communiqué à la mi-septembre, 14 ONG ont estimé qu'elle permettait au président de "*constituer une majorité parlementaire à partir de personnes qu'il choisit lui-même ou dont il garantit la loyauté*", ce qui pourrait "*saper le principe de pluralisme sur lequel repose tout processus démocratique véritable*".

"*On peut appeler ce processus comme on veut, mais ce n'est pas des élections, c'est une nomination*", a déclaré à l'AFP Bassam al-Ahmad, le directeur exécutif de l'ONG "*Syriens pour la Vérité et la Justice*", basée à Paris. AFP 5 octobre 2025

Ukraine.

L'Ukraine a surpayé 129 millions de dollars en contrats militaires sans justification - RT 6 oct. 2025

L'audit interne du ministère ukrainien de la Défense, révélé par *The New York Times* le 6 octobre, met en lumière un système opaque de passation de marchés militaires en Ukraine. Entre le début de l'année 2024 et mars 2025, les autorités de Kiev auraient attribué des dizaines de contrats d'armement — principalement pour des obus d'artillerie, des drones et autres équipements — à des entreprises proposant des prix nettement plus élevés que leurs concurrents.

L'écart entre les offres les plus basses et les montants finalement dépensés s'élève à au moins 129 millions de dollars. Les auditeurs n'ont pas accusé directement les autorités ukrainiennes de détournement, mais plusieurs contrats ont été transmis aux services judiciaires pour examen complémentaire.

Un ancien conseiller de l'agence d'achat militaire a déclaré au journal américain que ces dépenses supplémentaires se font « *sans raison compréhensible ni justification* ». De son côté, l'agence justifie parfois le rejet d'offres moins chères par des problèmes de qualité ou de respect des délais. Pourtant, l'audit révèle que certains contrats ont été conclus sans vérification de la capacité de production des entreprises sélectionnées, parfois même sans livraison malgré un prépaiement.

J-C – S'ils le disent eux-mêmes, on est en droit de les croire sur ce coup-là !

Géorgie.

Élections en Géorgie : des «manifestants pacifiques» réclament une révolution sous les drapeaux de l'UE et des États-Unis - RT 4 oct. 2025

En Géorgie, le Premier ministre, Irakli Kobakhidzé, a déclaré que les candidats du parti au pouvoir, Rêve géorgien, remportaient une victoire nette avec plus de 70 % dans toutes les municipalités du pays. Il a souligné que le parti appréciait la confiance exprimée par la population et a promis que les autorités feraient le maximum pour l'honorer.

Parallèlement au scrutin, plusieurs actions de protestation de l'opposition ont débuté à Tbilissi. Ainsi, des manifestants « *pacifiques* » brandissent des drapeaux des États-Unis et de l'Union européenne et scandent des appels à la révolution.

Des représentants du parti Rêve géorgien affirment que des troubles sont préparés par des forces internes et externes, tout en indiquant que les forces de l'ordre garantiront l'ordre public.

Le 4 octobre, la Géorgie tient des élections aux organes d'autonomie locale : les citoyens élisent les maires de cinq villes, ainsi que ceux de 59 municipalités, et les députés de 64 assemblées municipales. Au total, 12 partis sont enregistrés pour participer aux élections. Neuf candidats briguent la mairie de Tbilissi. Le parti au pouvoir présente pour la troisième fois la candidature du maire sortant, Kakha Kaladzé. Au total, 3 061 bureaux accueillent plus de 3,5 millions d'électeurs.

Le 6 juin dernier, le Premier ministre avait accusé publiquement l'Union européenne de financer et de promouvoir des actions extrémistes sur le territoire géorgien. Lors d'une déclaration sur la chaîne Rustavi 2 le 5 juin, il avait affirmé que son gouvernement possédait « *des faits, des vidéos et des preuves concrètes* » montrant comment des acteurs européens soutiennent les manifestations antigouvernementales.

« *Nous leur montrons des faits, mais ils répondent par des phrases vagues, parfois par des mensonges. Cela est regrettable* », avait-il déclaré. Irakli Kobakhidzé avait à l'époque dénoncé l'hypocrisie des institutions européennes, qu'il accusait d'esquiver des faits concrets.

Le président du Parlement géorgien, Chalva Papouachvili, avait confirmé ces accusations : « *L'extrémisme en Géorgie est soutenu et financé à partir des budgets de l'UE.* »

Epilogue.

Tentative de «Maïdan» à Tbilissi : cinq arrestations après les élections municipales - RT 5 oct. 2025

Le jour des élections municipales, le 4 octobre, Tbilissi s'est transformée en scène de heurts violents : des groupes de manifestants se présentant comme « *pacifiques* », agitant des drapeaux étrangers et appelant à la révolution, ont envahi les rues. Des vitrines ont été brisées, des terrasses incendiées, et la police a eu recours à des canons à eau pour disperser la foule. Ces affrontements ont conduit à l'arrestation de cinq personnes, identifiées par les autorités comme les principaux organisateurs des troubles.

Le ministère géorgien de la Santé a fait état de 27 blessés, dont six manifestants et 21 policiers, un d'eux étant dans un état grave. Le Premier ministre Irakli Kobakhidzé a dénoncé une tentative de coup d'État, qu'il impute à des acteurs étrangers. Il a notamment accusé l'un des représentants de l'Union européenne d'avoir attisé les tensions et a appelé l'ambassadeur de l'UE en Géorgie à se prononcer contre la violence qui a eu lieu durant les manifestations : « *Certaines personnes ont ouvertement exprimé leur soutien depuis l'étranger à la tentative déclarée de renverser l'ordre constitutionnel géorgien. Parmi eux, le représentant de l'UE a publiquement exprimé son soutien à ce rassemblement, présenté comme une tentative de saper l'ordre constitutionnel. Dans ce contexte, l'ambassadeur de l'Union européenne en Géorgie a la responsabilité particulière de se prononcer, d'exprimer sa position, de prendre ses distances et de condamner fermement ce qui se passe dans les rues de Tbilissi. Cette responsabilité est particulièrement importante compte tenu des déclarations directes que nous avons entendues à l'appui de telles actions. Nous verrons comment ils réagiront à ce défi.* »

Selon lui, les membres du parti d'opposition Mouvement national uni, fondé par l'ancien président Mikheïl Saakachvili, auraient tenté pour la cinquième fois de provoquer un « *Maïdan* » géorgien.

En complément.

Lu.

- Une prise armée du palais présidentiel était en préparation. Des armes pour cela ont déjà été saisies «en grande quantité». Elles ont été achetées auprès de l'une des formations armées opérant en Ukraine.
- Les personnes qui devaient livrer des armes et des explosifs à Tbilissi ont également été neutralisées, ont déclaré les autorités géorgiennes.
- Tbilissi a également accusé l'opposition de tenter d'organiser un «*Maïdan*» après la victoire du parti au pouvoir aux élections locales. Les coordinateurs des manifestations d'hier ont été arrêtés.

République tchèque.

Législatives en République tchèque : l'agenda souverainiste gagne du terrain - RT 4 oct. 2025

Le mouvement d'opposition ANO (« *Oui* »), dirigé par l'ancien Premier ministre Andrej Babis, est en passe de remporter les élections législatives en République tchèque. Après le dépouillement de 92,4 % des bureaux de vote, ANO obtient 35,77 % des suffrages, ce qui lui permet de revendiquer 85 sièges sur 200 au Parlement.

En seconde position, la coalition gouvernementale SPOLU (« *Ensemble* »), menée par le Premier ministre Petr Fiala, totalise 22,32 % des voix, soit environ 50 sièges. La participation électorale s'élève à 68,61 %.

Derrière ces deux blocs dominants suivent le mouvement STAN (« *Maires et Indépendants* ») avec 10,89 % et 20 mandats, le « *Parti Pirate tchèque* » avec 8,33 % et 16 sièges, le SPD (« *Liberté et démocratie directe* ») avec 8,04 %, ainsi que la jeune formation des « *Automobilistes* », créditée de

6,86 % et 13 mandats. Les autres partis n'atteignent pas le seuil des 5 % requis pour entrer au Parlement.

La victoire d'ANO marque un tournant dans le climat politique tchèque. Babis, qui s'est autoproclamé « *artisan de la paix* », a mené une campagne centrée sur la souveraineté nationale, promettant une gouvernance orientée vers les priorités internes du pays, un programme résumé par son slogan « *La Tchéquie d'abord* ».

En complément.

Hongrie : Des milliers de personnes bravent l'interdiction d'une marche des fiertés à Pécs - 20minutes.fr 4 octobre 2025

Serbie.

Ouverture d'une section serbe d'un chemin de fer à grande vitesse construit par la Chine ; Le président Vucic salue son rôle de moteur de l'économie - globaltimes.cn Oct 04, 2025

Le président Vucic a déclaré que le projet de chemin de fer Hongrie-Serbie était un énorme succès pour la Serbie. Le train inaugural a atteint une vitesse de 200 km/h, achevant le trajet de Belgrade à Subotica en seulement 68 minutes, réduisant considérablement le temps de trajet, favorisant l'intégration économique le long de l'itinéraire et insufflant une forte dynamique au développement régional équilibré de la Serbie et à la prospérité économique nationale. Il renforce considérablement le rôle de la Serbie en tant que plaque tournante du transport reliant la région des Balkans au cœur de l'Europe, selon un communiqué de l'ambassade.

Il a exprimé sa gratitude pour le soutien des dirigeants et amis chinois, a félicité les entreprises chinoises pour leur travail exceptionnel et a affirmé que les deux pays continueraient à s'engager dans une coopération plus large à l'avenir, selon le communiqué.

L'ambassadeur Li a déclaré que le chemin de fer Hongrie-Serbie était le premier chemin de fer à grande vitesse construit par des entreprises chinoises en Europe, un projet phare de coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale, et une initiative majeure alignant l'initiative «*la Ceinture et la Route*» sur la stratégie de développement de l'Europe.

Le chemin de fer Hongrie-Serbie relie Belgrade, la capitale de la Serbie, et Budapest, la capitale de la Hongrie. Il s'étend sur 341,7 kilomètres, dont 183 kilomètres à l'intérieur de la Serbie, et a une vitesse de conception de 200 km/h. Le projet a été construit par un consortium composé de China Railway International et de China Communications Construction Company, selon le communiqué.

Lu.

Revenons-en deux mots sur l'affaire. Le 1^{er} novembre 2024, l'auvent fraîchement construit de la gare de Novi Sad, une ville à 80 km de Belgrade, s'est effondré, faisant quinze morts. Le drame serait lié à un défaut de construction pouvant résulter d'un marché frauduleux. Des milliers d'étudiants ont aussitôt manifesté pour réclamer justice et dénoncer des problèmes réels de

corruption... C'est une jeunesse patriote, voire identitaire, qui manifeste avec, comme objectif, une profonde volonté de changement. La démission du premier ministre Milos Vucevic, annoncée mardi 28 janvier, n'a pas suffi à apaiser la colère. Parmi les mots d'ordre de ceux qui défilent contre le président Vucic, l'on entend : « *Nous ne sommes plus seuls* ». Et de fait... Les manifestants ne sont pas seuls.

En remontant toute cette affaire, en décortiquant la presse étrangère, en récoltant des informations sur ces manifestations, en les recoupant à la source, j'ai pu faire la liste de toutes les ONG présentes aux côtés des manifestants. Et puis creuser, creuser, jusqu'à découvrir les liens discrètement ou ouvertement établis entre ces organisations et l'Open Society du milliardaire gauchiste George Soros. En pointe de l'opposition, se trouve la très controversée Amnesty International, qui a lancé une campagne de communication accusant le gouvernement serbe d'espionner l'opposition et la presse à l'aide du logiciel Cellebrite, fourni par Israël. Coup double pour l'ONG, qui apporte un soutien douteux au Hamas, aux frères musulmans et divers groupes islamistes. Mais qui est aussi, comme annoncé sur son propre site Internet, liée à l'Open Society.

L'avantage de ces ONG, c'est qu'elles annoncent souvent, au détour d'une petite ligne dans un rapport d'activité, ou dans la liste des financements, l'origine de leurs financements, par exemple une Fondation ou une organisation quelconque... En remontant cette organisation coupe-feu, on trouve, en sources ouvertes, sans besoin de recourir à des histoires de services secrets, un autre lien qui établit sa connexion avec la galaxie Soros. Souvent, il s'agit d'une émanation directe. Ou de la présence d'un dirigeant de l'Open Society dans le conseil d'administration... Tout est disponible à condition d'y passer le temps. Et c'est ce que nous avons fait pour vous !

S'affichant ouvertement au cœur des manifestations, on trouve une foule d'associations gauchistes, par exemple l'Initiative des Jeunes pour les Droits de l'Homme, le CRTA (Centre pour la Recherche, la Transparence et la Responsabilité), le Comité d'Helsinki pour les Droits de l'Homme, Initiatives Citoyennes, l'Association des Journalistes Indépendants de Serbie (sic), le Mouvement Européen en Serbie, le Centre de Recherche Judiciaire (CEPRIS)...

Parmi les soutiens de ces organisations, on retrouve aussi l'Union européenne, l'OSCE, le ministère allemand des Affaires étrangères et diverses ambassades européennes. L'Open Society Foundation soutient la quasi-totalité des ONG et mouvements structurant les manifestations. Tel est aussi le cas de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) dont Elon Musk vient de geler l'activité. Le milliardaire américain a notamment dénoncé un soutien de plusieurs millions d'euros aux groupes LGBT en... Serbie.

Des médias comme RFI, Euronews, Le Grand Continent ou le quotidien anglais The Guardian ont illustré le rôle clé joué par ces ONG dans l'organisation des manifestations en Serbie. Là encore, pas de complot : seulement des lectures approfondies. Imaginez : d'un côté, dans la presse de gauche, ces ONG se vantent de coordonner les actions, mobiliser via les réseaux sociaux, organiser des formations sur la désobéissance civile et les techniques d'agitation, d'offrir une assistance médicale et juridique ou de fournir un soutien logistique qui a permis d'inscrire le mouvement dans la durée ; et de l'autre, elles accusent de complotisme ceux qui, à droite, les dénoncent.

Etats-Unis.

J-C - Piquouse de rappel.

Le monde finance le déficit américain - counterpunch.org 2 octobre 2025

En août 1971, Richard Nixon annonça la suspension de la convertibilité du dollar en or. Clôturent ainsi un cycle qui avait commencé avec les accords de Bretton Woods, qui donnaient aux États-Unis, seule puissance industrielle et financière à émerger avec ses capacités intactes et en tant que créancier du reste du monde, la possibilité de faire de sa monnaie la réserve mondiale de valeur.

Mais même avec ce poids américain, il a dû faire des compromis sur le soutien à l'or et, pour ce faire, concentrer les réserves des pays occidentaux. Personne n'était prêt à céder la planche à billets de réserve à un seul pays.

Avec le geste de briser la convertibilité – le soi-disant choc Nixon – le système de Bretton Woods qui avait assuré la stabilité du commerce international depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale s'est effondré. L'étalon-or, qui garantissait que chaque dollar pouvait être échangé contre une quantité fixe de métal précieux, a été abandonné. Depuis lors, le dollar n'a été soutenu que par la «*confiance*» dans l'économie américaine et la puissance politique et militaire qui la soutient.

Mais ce n'est pas tout. La coercition pour forcer son utilisation a conduit à la naissance des pétrodollars. Nixon lui-même a signé un accord avec l'Arabie saoudite, en vertu duquel ce pays – le premier exportateur de pétrole à l'époque – n'accepterait que les paiements en dollars américains. En échange, les États-Unis garantiraient la sécurité de l'Arabie saoudite. La forte dépendance des économies mondiales vis-à-vis du pétrole a assuré la permanence de cette monnaie en tant que réserve et aussi en tant que moyen de paiement international le plus universel.

Le privilège exorbitant

Ce passage à une monnaie basée sur la «*confiance*» a inauguré un ordre financier particulier : la monnaie d'un seul pays est devenue la référence mondiale. Avec cela, Washington a acquis un privilège sans pareil : il peut imprimer des dollars à volonté, sans que le monde ne les rejette. En fait, le monde les exige. Les banques centrales, les gouvernements et les entreprises ont besoin de dollars pour négocier, épargner et emprunter. Ce qui, pour n'importe quelle autre nation, serait une recette sûre pour l'inflation, devient pour les États-Unis un mécanisme de financement mondial.

Le ministre des Finances de l'époque, et plus tard président de la France, Valéry Giscard d'Estaing, a qualifié cette situation de «*privilège exorbitant*». Et il avait raison : grâce à l'hégémonie du dollar, les États-Unis peuvent vivre au-dessus de leurs moyens, finançant leurs déficits fiscaux et commerciaux avec des documents papier – ou numériques – que d'autres chérissent comme s'il s'agissait d'or.

Comment fonctionne la machinerie

La machinerie fonctionne de manière simple et brutale. Comme nous l'avons vu, le pétrole et la plupart des autres matières premières sont échangés en dollars. La dette internationale est émise en dollars. Les réserves de la banque centrale sont exprimées en dollars. Ainsi, chaque pays du monde rend une sorte de «*hommage*» au centre du système.

Lorsque la Réserve fédérale augmente la masse monétaire, comme elle l'a fait après la crise de 2008 ou pendant la pandémie de 2020, elle injecte des liquidités qui voyagent au-delà de ses frontières. Une partie de ces dollars circule dans l'économie mondiale, ce qui exerce une pression sur les prix et dévalue les monnaies locales. D'autres reviennent aux États-Unis sous la forme

d'achats de bons du Trésor, considérés comme l'actif le plus sûr de la planète. Dans les deux cas, Washington gagne : il finance sa dette à bas coût et exporte une partie de son inflation.

Le dollar n'est pas tout à blâmer

Il convient de nuancer ce point. L'inflation mondiale ne peut pas s'expliquer uniquement par les émissions américaines. D'autres facteurs sont en jeu : les guerres qui perturbent les chaînes d'approvisionnement, les hausses des prix du pétrole, les pandémies qui perturbent la production, la spéculation financière et les politiques internes de chaque pays. Mais le dollar agit comme un amplificateur : son statut de monnaie de réserve mondiale signifie que les coûts des décisions américaines sont socialisés à l'échelle mondiale.

Lorsque la Réserve fédérale augmente les taux d'intérêt, par exemple, les capitaux fuient les pays émergents pour se réfugier dans les bons du Trésor, ce qui renforce le dollar et affaiblit les monnaies nationales. Cela rend les importations plus coûteuses, augmente le coût de la dette extérieure et touche directement les économies périphériques. Cela nous rappelle que la souveraineté monétaire des pays du Sud est liée aux décisions d'une banque centrale qui répond uniquement aux intérêts des États-Unis, avec des dirigeants issus du monde financier privé et un président nommé par le pouvoir exécutif.

Invisible Financing

Le résultat est paradoxal : le monde entier finance le déficit américain. Le pays le plus endetté de la planète reste, dans le même temps, le plus solvable aux yeux des marchés. Non pas parce que ses comptes sont en ordre, mais parce qu'il peut toujours payer dans la monnaie qu'il est le seul à émettre. C'est comme si tout le monde acceptait volontiers d'être les créanciers éternels d'une puissance qui n'a jamais l'intention de les rembourser en or, mais seulement dans sa propre promesse imprimée.

Combien de temps cela va-t-il durer ?

La grande question est de savoir combien de temps ce programme peut être maintenu. Des tentatives sont déjà faites pour construire des alternatives : le yuan chinois ou le RMB, les initiatives des BRICS pour échanger en monnaies locales, ou encore les monnaies numériques des banques centrales. L'euro, bien qu'important, n'a pas réussi à déloger le dollar de son trône.

L'hégémonie du dollar n'est pas seulement une question économique : c'est un dispositif de puissance. Les États-Unis n'impriment pas seulement la monnaie que tout le monde utilise ; Il peut également bloquer les transactions, appliquer des sanctions financières et exclure des pays entiers du système de paiement. La guerre et la finance sont intimement liées sur le même champ de bataille.

Pendant ce temps, le reste du monde en supporte les coûts : inflation importée, dette plus chère, crises monétaires récurrentes. La conclusion est inconfortable mais claire : nous vivons dans un ordre dans lequel l'émetteur de la monnaie mondiale dépense ce qu'il n'a pas, et le reste de la planète paie la facture – de plus en plus avec ce qu'elle n'a pas non plus : une dette croissante et des souverainetés hypothéquées.

Peut-être le XXI^e siècle verra-t-il l'émergence d'un nouvel équilibre monétaire. Mais tant que le dollar continuera de régner, le paradoxe persistera : les États-Unis produisent des déficits, et le monde entier les finance.

Venezuela.

Venezuela: Le Guyana a ouvert la porte à l'envahisseur étasunien - Bolivar Infos 5 Octobre 2025

La vice-présidente du Venezuela, Delcy Rodriguez, a affirmé vendredi que le Gouvernement du Guyana, avec la complicité de la compagnie pétrolière ExxonMobil, a servi de portes d'entrée pour que les États-Unis perpètrent « *une agression militaire* » contre le pays bolivarien.

« *La situation que nous traversons aujourd'hui, nous, les pays frères des Caraïbes, est due à ce que le Guyana a ouvert la porte à l'envahisseur étasunien, à l'agresseur militariste, dans notre région,* » a déclaré la haute fonctionnaire à la clôture de la conférence internationale « *Colonialisme, néocolonialisme, spoliations territoriales de l'impérialisme occidental* » qui a eu lieu cette semaine à Caracas.

À ce sujet, Rodriguez a rappelé que, depuis 2015, le président Nicolas Maduro, « *a lancé de nombreux appels* » au secrétariat général des Nations unies pour avertir à propos de « ce que signifie le fait que l'ExxonMobil finance le Gouvernement du Guyana pour organiser une agression militaire, une agression guerrière des États-Unis, non seulement contre le Venezuela, mais dans notre mer des Caraïbes. » Pour conclure, elle a qualifié les bombardements de soi-disant « *bateaux de trafiquants de drogue* » par les États-Unis dans les eaux caribéenne qui ont déjà fait 21 morts selon Washington, « *d'exécutions extrajudiciaires et sommaires* » lors desquelles, on « *assassine* » des citoyens des pays de la région.

Agression des États-Unis dans les Caraïbes

D'autres présidents de la région comme Miguel Díaz-Canel (Cuba), Luis Arce (Bolivie), Daniel Ortega (Nicaragua) et Gustavo Petro (Colombie), considèrent qu'il n'y a aucune preuve qui puisse servir de base aux accusations des États-Unis contre Maduro alors que les appétits du pays nord-américain pour dominer les ressources stratégiques présentes dans l'hémisphère occidental sont de notoriété publique. » Bolivar Infos 5 Octobre 2025

Chine.

Lu.

La BBC constate qu'au cours des deux dernières décennies, la Chine a intensifié ses investissements dans la construction navale, indiquant que plus de 60% des commandes mondiales cette année ont été passées auprès de chantiers navals chinois.

Selon la chaîne britannique, la Chine construit plus de navires que tout autre pays parce qu'elle peut le faire plus rapidement que quiconque.

«*La capacité de construction navale chinoise est environ 200 fois supérieure à celle des États-Unis*», déclare Nick Childs, expert maritime à l'Institut international d'études stratégiques basé à Londres.

Cette avance considérable s'applique également à sa marine. La Chine dispose désormais de la plus grande marine au monde, avec 234 navires de guerre en service, contre 219 pour la marine américaine.

Lu.

La Chine contrôle désormais plus de la moitié des navires qui sillonnent nos océans et 129 ports à travers le monde affichent le drapeau rouge. Du Pirée en Grèce à Hambantota au Sri Lanka, de Zeebrugge en Belgique jusqu'à Djibouti, tous arborent les logos des géants chinois comme COSCO Shipping.

Depuis 2017, Xi Jinping orchestre le plus grand projet logistique de l'histoire moderne : les Nouvelles Routes de la Soie. 41% du trafic des 100 plus grands ports mondiaux sont déjà gérés par la Chine, et 80 nouveaux projets sont en cours. Donald Trump y voit une stratégie d'encerclement pour remporter «*la Guerre des Océans*».

Pékin a tout misé sur le transport maritime, pourquoi elle finance ports et infrastructures aux quatre coins du monde, cette domination silencieuse des océans pourrait changer l'équilibre géopolitique mondial.